

L'énergie dans le cadre de développement post-2015

Auteurs : Dr Sarah Wykes (CAFOD), Ben Garside (IIED) et Aaron Leopold (Practical Action)

Contributeurs : Karima Hirji, Dr Lucy Stevens (Practical Action)



blueEnergy

CAFOD
Just one world



ENERGIA
INTERNATIONAL NETWORK ON SOLAR AND SUSTAINABLE ENERGY

geres

GREENPEACE

HEDON
Household Energy Network

Hivos
people unlimited

iied



KCCWG
KENYA CLIMATE CHANGE WORKING GROUP
Linking Vision and Action on Climate Change

KITE
...innovating clean energy solutions...

MercyCorps

PRACTICAL ACTION
Technology challenging poverty



PRO LEÑA
Innovaciones Ambientales Sostenibles



Renovables
"Energía limpia desde la comunidad"

C&D
RESEAU CLIMAT DEVELOPPEMENT

SDN

teri
The Energy and Resources Institute



“Photo de couverture © CAFOD, mai 2014”



“Sinteyo Legei fait partie d’une coopérative de femmes à Leparua, dans le district d’Isiolo au Kenya. Le partenaire de CAFOD, Caritas Isiolo, a fourni à la communauté une serre et une pompe à énergie solaire et a proposé une formation sur la culture de tomates. Elle témoigne : “Je suis très confiante pour l’avenir, malgré les nombreux défis. Je pense que nous serons capable de réduire la faim au sein de notre communauté, grâce aux serres. Nous sommes maintenant en mesure de gagner notre vie en utilisant la serre toute l’année, avec ou sans la pluie”. © CAFOD, mai 2014.

Recommandations

1. L'accès à des services énergétiques fiables et abordables est primordial pour le succès du cadre de développement post-2015. Le passage à des systèmes énergétiques mondiaux plus durables et plus efficaces est également crucial pour s'attaquer aux changements climatiques – la plus grande menace pour l'éradication future de la pauvreté.
2. Le double objectif de l'initiative de *l'Énergie durable pour tous (Sustainable Energy for All - SE4ALL)* - promouvoir un accès universel à l'énergie et une production mondiale d'énergie bas et zéro carbone - doit être soutenu. L'initiative SE4ALL pourrait représenter la base d'un objectif indépendant pour le secteur énergétique. Toutefois, l'impact majeur de la précarité énergétique sur le développement des populations, rend essentielle l'intégration d'objectifs et d'indicateurs énergétiques dans les autres domaines de développement visés.
3. Tout objectif énergétique nécessite une approche significative et globale de "l'accès", lequel doit pouvoir tenir compte des autres résultats escomptés de développement, notamment en termes d'égalité de genre. Cela exige une approche d'accès complet à l'énergie plutôt qu'une approche qui se contenterait de mesurer le raccordement à un réseau. L'offre de services énergétiques, y compris pour la cuisson, proposée au troisième niveau du Cadre de suivi mondial de SE4ALL, devrait être la référence de base de mesure de cet accès. Des objectifs et indicateurs concrets sont aussi nécessaires pour répondre aux enjeux d'égalité de genre liés à la précarité énergétique.
4. Accroître le soutien financier, politique et technique en faveur de technologies décentralisées bas et zéro carbone est primordial. Le financement des services énergétiques pour les plus pauvres nécessitera également une combinaison de partenariats public-privé innovants, combiné à des initiatives issues de l'économie sociale et solidaire et des gouvernements nationaux.
5. L'accroissement des financements et des solutions technologiques ne pourra être une garantie de succès à lui tout seul : une approche ascendante et participative pour la conception et la prestation des services est aussi cruciale. Le cadre de développement post-2015 doit également pouvoir reconnaître le rôle joué par le secteur public et la société civile dans l'acheminement de l'énergie pour les plus pauvres.
6. Les objectifs actuels de l'initiative "SE4ALL" concernant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique doivent être revus à la hausse pour impulser une dynamique suffisante d'ici 2030 pour prévenir les dangereux effets des changements climatiques. Cela nécessite des investissements plus importants, la fin des politiques encourageant la production et la consommation de combustibles fossiles et la mise en place de mesures de protection adéquates pour les populations les plus démunies et vulnérables. Enfin, les pays les plus pauvres doivent avoir les moyens de mettre en œuvre une politique qui favorise l'adoption des systèmes énergétiques bas et zéro carbone.

Mettre fin à la précarité énergétique nécessite une approche globale du développement

Les discussions sur le cadre de développement post-2015 ont validé la nécessité absolue d'un accès à l'énergie fiable et abordable pour l'éclairage, le chauffage, la cuisson, les activités mécaniques, les transports et les télécommunications si l'on veut éradiquer la pauvreté énergétique et renforcer le développement durable¹. Environ une personne sur cinq dans le monde n'a pas accès à l'électricité (voir **encadré 1**). L'accès à des services énergétiques bas ou zéro carbone permet également d'améliorer la résilience des populations pauvres aux chocs causés par la dégradation environnementale et les changements climatiques mais, si rien n'est fait, l'éradication future de la pauvreté deviendra impossible.

En résumé, basculer vers une énergie bas ou zéro carbone est crucial pour mettre fin à la précarité énergétique, assurer à long terme la sécurité énergétique et éviter les dangers des changements climatiques à l'échelle planétaire.

En matière de développement, les avancées sont intrinsèquement liées à l'accès à l'énergie². Par conséquent, une approche globale et intégrée des besoins en énergie dans le cadre de développement post-2015 – plutôt qu'une approche isolée sous un objectif consacré à l'énergie – serait la plus efficace. Par exemple, plutôt que d'avoir un objectif pour l'eau qui ciblerait l'approvisionnement en eau des écoles et des établissements de santé et un objectif pour l'énergie qui ne le mentionnerait pas, il devrait y avoir des objectifs transversaux aux différents secteurs visés qui feraient la promotion d'un accès universel à des infrastructures modernes pour les écoles, les établissements sanitaires et les ménages. Cela encouragerait les acteurs des différents secteurs à travailler ensemble, permettant ainsi une action globale cohérente et une collaboration intersectorielle³.

Encadré 1 : La pauvreté énergétique en chiffres⁴

Dans le monde

- 2,8 milliards de personnes sont dépendantes de combustibles et technologies de cuisson inefficients et polluants.
- 1,2 milliard, soit 1 personne sur 5, n'ont pas accès à l'électricité.
- 1 milliard ont un accès intermittent.

Dans les Pays les Moins Avancés

- 4 personnes sur 5 n'ont pas de connexion électrique chez eux.
- 9 personnes sur 10 (73% en milieu urbain et 97% en milieu rural) n'ont pas accès à des combustibles modernes pour cuisiner.

L'accès des plus pauvres stagne-t-il ?

- Dans les pays à revenu faible, l'accès aux combustibles non-solides pour la cuisson a augmenté de seulement 2% - passant de 7% à 9% - entre 1990 et 2010.
- L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) estime que le nombre de personnes sans accès à l'électricité baissera de façon marginale entre aujourd'hui et 2030 pour atteindre 1 milliard, avec l'Afrique sub-saharienne dépassant l'Asie en tant que région souffrant du déficit le plus important. Le nombre total de personnes sans accès à des combustibles non-solides pour la cuisson restera pratiquement inchangé.

Cependant, si tel qu'il est prévu actuellement, le cadre de développement post-2015 conserve une structure d'objectifs sectoriels et autonomes, tout objectif énergétique devrait adopter les 3 cibles retenues par l'initiative SE4ALL : assurer un accès universel à des services énergétiques modernes, doubler le taux d'efficacité énergétique et doubler la proportion d'énergie renouvelable dans le mix global des sources d'énergie. Cette initiative prend déjà de l'ampleur et, à travers ses objectifs compréhensifs, elle a le potentiel d'avoir des impacts dans les domaines à la fois des changements climatiques et du développement.

Néanmoins, afin de garantir d'ici 2030 la mise en place d'une action significative et suffisante sur les enjeux de précarité énergétique et de changement climatique, des objectifs plus ambitieux et de meilleurs indicateurs sont requis. Des objectifs et indicateurs additionnels pour comprendre les questions de développement interdépendantes sont également nécessaires. De plus, il faudra y intégrer la fin des incitations à produire et consommer des combustibles fossiles, tout en assurant la protection adéquate des groupes de population pauvres et vulnérables.

Accès universel à l'énergie : priorité sur résultats de développement et lutte contre les inégalités

Le cadre de développement post-2015 doit dépasser l'idée d'un accès à l'énergie limité à l'énergie domestique de base pour aller vers un accès à l'énergie qui soit total. Celui-ci doit permettre aux ménages, aux entreprises et aux communautés d'avoir un accès fiable, abordable et suffisant pour utiliser toute la gamme d'approvisionnement et de services indispensables à l'éradication de la pauvreté et au soutien du développement durable⁵. Des indicateurs sont nécessaires pour mesurer l'accessibilité en terme de prix, la qualité et la fiabilité des services fournis aux utilisateurs finaux. Les indicateurs qui s'intéressent seulement à l'approvisionnement énergétique à travers la connexion à un réseau ou le nombre de mégawatts générés ne suffisent pas⁶.

Les indicateurs du « niveau 3 » du cadre de suivi mondial de SE4ALL doivent être la référence de base pour définir l'accès à des services énergétiques modernes. Au 3ème niveau, ils comprennent un niveau bas mais adéquate d'électricité disponible 8 heures par jour et une offre de services énergétiques incluant l'éclairage, le chargement de batterie pour téléphone, la radio, la télévision, un ventilateur électrique, des équipements de transformation des produits alimentaires ou une machine à laver. Pour la cuisson, il s'agirait au moins de l'utilisation d'un cuiseur à riz ou d'un four à combustible solide, de bonne qualité qui réponde à une série de critères de maintenance, de praticité et de pertinence vis-à-vis des besoins de l'utilisateur final⁷. Ainsi ce troisième niveau adopte une approche axée sur les résultats qui prend en considération aussi la qualité du service. Les besoins énergétiques des populations pauvres y sont abordés de manière globale, à travers une offre plus large de services énergétique et de cuisson, basiques mais acceptables. Davantage d'indicateurs sont aussi requis pour garantir des avancées dans le développement transversal de domaines tels que la santé, l'éducation, le genre, etc⁸. L'accès en zone rurale doit également être priorisé pour répondre aux enjeux de disparités entre zones rurales et urbaines⁹.

Les femmes et les jeunes filles sont particulièrement exposées aux problèmes de santé et de mortalité précoce dus aux combustibles polluants utilisés pour la cuisson et le chauffage. Elles représentent la majorité des décès adultes causés par la pollution intérieure¹⁰. Investir dans l'accès des femmes aux services énergétiques pour leur développement entrepreneurial peut aussi jouer un rôle crucial dans leur émancipation économique. Alors que les femmes consacrent une grande partie de leurs revenus à améliorer la santé, l'éducation et le bien-être de leurs familles, autonomiser les femmes sur le plan économique permet d'accroître les bénéfices de développement intergénérationnels.

Le programme de développement post-2015 doit par conséquent prendre en compte et adresser les enjeux structurels d'inégalité hommes-femmes au sein des groupes de populations souffrant de précarité énergétique¹¹. Des indicateurs concrets pour promouvoir la budgétisation sexospécifique dans les programmes énergétiques, une meilleure collecte et analyse des données ventilées sur les questions d'énergie et d'inégalités des sexes et l'introduction de ces enjeux dans la gouvernance du secteur énergétique sont des pré-requis pour lutter contre les impacts disproportionnés de la précarité énergétique sur les femmes et les jeunes filles¹².

Plus d'investissement dans des approches ascendantes, innovantes et décentralisées

La précarité énergétique et les différents enjeux de développement transversaux de l'agenda de développement post-2015 ne peuvent pas être adressés de manière significative sans un plus grand soutien financier, politique et technique pour un approvisionnement énergétique décentralisé (hors réseau). C'est particulièrement le cas de l'électricité. Il est plus facile, durable et rentable de connecter les communautés rurales – qui forment la vaste majorité des populations précaires en énergie – à des sources d'énergie autonomes plutôt qu'à des réseaux électriques. Dans de tels contextes, le réseau d'électricité peut être lent à déployer, représenter un coût prohibitif, ne pas être toujours fiable, générer des emplois à court-terme et être assez dépendant des combustibles fossiles¹³.

Selon l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE), pour parvenir à un accès universel d'ici 2030, au moins 55% de l'électricité nouvelle génération devra être issue de sources énergétiques décentralisées et principalement renouvelables¹⁴ et des investissements annuels estimés entre 65 et 86 milliards de dollars américains seront requis¹⁵.

Financer des services énergétiques pour les plus pauvres requiert généralement une combinaison de partenariats public-privé, d'initiatives sociales et solidaires et d'investissement de la part des gouvernements nationaux. De plus en plus, les entreprises sociales et les PME utilisent des mécanismes financiers innovants, comme la finance carbone (principalement à travers le marché volontaire), le « crowdfunding » et les fonds d'investisseurs philanthropiques¹⁶. Définir des systèmes de paiement abordables et adaptés aux préférences des utilisateurs finaux est également essentiel. Les options de repaiement peuvent inclure des modèles de paiement « au fur et à mesure » et flexibles dans le temps. Les mesures incitatives des gouvernements peuvent comporter des réductions d'impôts et de

droits à l'importation, ainsi que des programmes d'approvisionnement publics, tandis que les régimes de protection sociale peuvent jouer un rôle important pour répondre aux besoins des plus précaires¹⁷.

Cependant, l'augmentation des solutions technologiques et financières ne peuvent suffire pour garantir le succès de l'initiative. L'adoption d'une véritable approche ascendante et participative pour concevoir et fournir les services est cruciale pour réussir. Cela permet de s'assurer que les vrais besoins et préférences énergétiques des bénéficiaires sont couverts et que les services sont adaptés aux différents contextes socioculturels¹⁸. Le cadre de développement post-2015 doit soutenir le développement de méthodologies pour permettre aux populations pauvres et à la société civile de prendre activement part dans les prises de décision en matière d'énergie. Il doit aussi reconnaître qu'une approche uniforme a une faible chance de parvenir à une progression efficace des services.

Soutenir le passage à l'énergie durable à travers le monde

L'augmentation de l'approvisionnement en énergie nécessaire pour atteindre l'objectif d'accès universel ne doit pas renforcer la menace des changements climatiques¹⁹. Cependant, transformer les systèmes énergétiques selon l'agenda proposé dans le cadre de développement post-2015 est vital pour lutter contre les changements climatiques – la principale menace pour la réduction de la pauvreté et le développement durable. De plus, la dépendance aux importations de combustibles fossiles pour générer de l'électricité à grande échelle, rend les pays les plus pauvres particulièrement vulnérables à la volatilité des prix.

Passer rapidement à des systèmes d'énergie bas ou zéro carbone peut conduire à une situation profitable à la fois aux populations pauvres et au reste de la planète²⁰. En ce qui concerne la cuisson, améliorer l'accès à des fours plus efficaces et à des combustibles modernes permettrait de réduire l'utilisation de moins en moins viable de la biomasse et donc la déforestation. Parallèlement, pour les ménages, cela permettrait de réduire les émissions de noir de carbone ainsi que le travail pénible et les coûts associés à la collecte des combustibles²¹.

L'augmentation des investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique au niveau mondial est aussi logique sur le plan économique : par exemple, investir jusqu'à 500 milliards de dollars américains annuellement jusqu'en 2030 pourrait rapporter deux fois plus aux investisseurs grâce à la réduction de leur facture énergétique. Le potentiel de création d'emplois dans le domaine des énergies renouvelables et modernes est également très grand. Actuellement, en 2013, ces sources d'énergie ne représentent que 10% de l'approvisionnement mondial mais emploient déjà près de 6,5 millions de personnes à travers le monde²².

Les actions, pour réduire les émissions et soutenir les populations pauvres qui doivent s'adapter aux impacts des changements climatiques déjà en cours, doivent être intégrées dans le cadre de développement post-2015 par l'identification de cibles et d'indicateurs de résilience aux changements climatiques. Dans tous les objectifs liés à l'énergie, des cibles concernant l'emploi d'énergies renouvelables et l'efficacité énergétique



© CAFOD, mai 2014.

devraient stimuler une action mondiale suffisante pour maintenir le réchauffement planétaire à un niveau acceptable d'ici 2030 – c'est-à-dire largement en dessous du seuil alarmant des 2°C²³. Cela implique de revoir à la hausse les objectifs actuels de l'initiative SE4ALL 2030. Un taux annuel mondial de l'amélioration de l'intensité énergétique (énergie / unité de PIB) d'au moins 4,5% est requis, avec 45% de toute l'énergie primaire consommée et des infrastructures énergétiques devant provenir d'énergies renouvelables²⁴. Ces objectifs doivent aussi intégrer des préalables sociaux et environnementaux, garantissant que les populations les plus modestes auront accès à des services énergétiques adaptés à leurs besoins²⁵.

Enfin, le cadre de développement post-2015 doit favoriser le passage aux énergies durables au niveau mondial en encourageant l'élimination d'incitations fiscales à la production et la consommation de combustibles fossiles, en imposant la transparence dans les déclarations sur les subventions et en exigeant des mesures de protection adéquates pour les communautés les plus modestes. Tout ceci doit aller de pair avec des moyens adéquats de mise en œuvre pour s'assurer que les pays les plus pauvres ont suffisamment de ressources et de soutien technique pour favoriser l'adoption de systèmes énergétiques bas et zéro carbone.

Pour plus d'information, merci de contacter :

Dr Sarah Wykes

Lead Analyst Climate and Energy
Catholic Agency for Overseas Development (CAFOD)
Courriel : swykes@cafod.org.uk

Ben Garside

Researcher, Sustainable Markets Group
International Institute for Environment and Development (IIED)
Courriel : Ben.garside@iied.org

Aaron Leopold

Global Energy Advocate
Practical Action
Courriel : Aaron.Leopold@practicalaction.org.uk

Aide à la traduction du document en français : GERES

Graphisme : Alex Quero
Courriel : alex.quero@mac.com
www.alexquero.co.uk

- 1** Voir par exemple le *Focus Areas Document pour les Objectifs de Développement Durable (SDGs)* du groupe de travail des NU du 19 Mars 2014 (http://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/3402Focus_areas_20140319.pdf) et le briefing sur l'énergie du TST (http://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2077Energy_Brief_Final_16_Oct.pdf). L'équipe d'appui technique (Technical Support Team - TST) est présidée conjointement par le Département des Affaires Sociales et économiques et le PNUD. Les organisations suivantes ont contribué à l'élaboration de ce briefing : UNEP, UN-WOMEN, UNDP, ESCAP, World Bank, DESA, UN-Habitat, OHRLLS, UNIDO, FAO
- 2** Comme indiqué dans le "Co-chairs *Focus Areas Document*" du groupe de travail, ces domaines interdépendants sont : la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, l'eau, l'égalité des sexes, la production et consommation durable et les changements climatiques.
- 3** Les bénéfices d'une telle approche sont soulignés dans un briefing récent du *Stockholm Environment Institute* qui explique que l'approche descendante actuelle concernant les objectifs de développement durable mène à de longues listes d'objectifs parfois redondants mais aussi contradictoires. Par exemple, avec des initiatives de donateurs, les objectifs de première ligne transmis aux Ministères créent souvent des incitations perverses à remettre la responsabilité à d'autres acteurs plutôt que de s'attaquer à des questions de politiques complexes. Weitz, N., A. Huber-Lee, M. Davis and H. Hoff, SEI, 2014. *Cross-sectoral integration in the Sustainable Development Goals: a nexus approach*
- 4** Best S (2013) *Shaping a global goal on energy access that leaves no one behind*, *International Institute for Environment & Development*. Voir : <http://pubs.iied.org/17183IIED.html>
- 5** Voir : <http://practicalaction.org/totalenergyaccess>
- 6** Les services énergétiques sont l'utilisation que l'on peut faire d'un approvisionnement en énergie incluant l'éclairage, la cuisson, le chauffage de l'eau, la climatisation et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (voir Practical Action (2010) *Poor People's Energy Outlook* <http://www.practicalaction.org/ppeo2010>).
- 7** Voir : <http://www.worldbank.org/en/topic/energy/publication/Global-Tracking-Framework-Report>
- 8** Par exemple, un objectif concernant la réduction de l'exposition à la pollution de l'air intérieur comme proposé dans les objectifs pour la santé.
- 9** Best S (2013) *Shaping a global goal on energy access that leaves no one behind*, *International Institute for Environment & Development*. Voir : <http://pubs.iied.org/17183IIED.html>
- 10** En référence à la publication de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) 2014 - *Report of the Ambient Air Pollution (AAP) database*, Dr Flavia Bustreo, WHO Assistant Director-General Family, Women and Children's Health: "Poor women and children pay a heavy price from indoor air pollution since they spend more time at home breathing in smoke and soot from leaky coal and wood cook stoves." Voir : <http://ibnlive.in.com/news/7-million-premature-deaths-annually-linked-to-air-pollution/470413-17.html>, 8 mai 2014.
- 11** Voir <http://www.energia.org/>.
- 12** Voir communiqué de presse de l'OMS du 25 Mars 2014: www.who.int/mediacentre/news/releases/2014/air-pollution/en/.
- 13** International Energy Agency, 2011. "Energy For All: Financing access for the poor", *World Energy Outlook 2011*.
- 14** Ibid p.487.
- 15** Pachauri, S., van Ruijven, B.J., Nagai, Y., Riahi, K., van Vuuren, D.P., Brew-Hammond, A. and Nakicenovic, N. (2013) Pathways to achieve universal household access to modern energy by 2030, in *Environmental Research Letters*, 8 (2013) (7pp). Disponible à <http://iopscience.iop.org/1748-9326/8/2/024015/article>.
- 16** D'autres initiatives utilisent une combinaison de financements publics et privés et déploient une combinaison de fonds de démarrage, de garanties contre les risques et de renforcement de capacité pour fournir le soutien nécessaire aux entreprises.
- 17** Best, S., Rai, N. and Wilson, E. (en preparation) *Sharing the load: Public and private finance for pro-poor modern energy services*, *International Institute for Environment & Development, Londres*
- 18** Voir par exemple CAFOD & IIED, 2013. *Designing energy services that work for people living in poverty*; <http://www.cafod.org.uk/Media/Files/Resources/Policy/Energy-models>
- 19** On estime qu'atteindre l'objectif d'accès universel à l'énergie d'ici 2030 n'augmenterait la demande mondiale actuelle que de 1% et les émissions de CO₂ de 0,6%. Agence Internationale de l'Énergie, 2011. "Energy For All: Financing access for the poor", *World Energy Outlook 2011*.
- 20** Voir Christian Aid, 2011. *Low Carbon Africa: Leapfrogging to a green future*.
- 21** Voir www.cleancookstoves.org/the-alliance
- 22** IRENA, 2014. "Renewable Energy Provides 6.5 Million Jobs Globally: Sector shows significant job growth over 2012, new IRENA review highlights". Voir : http://www.irena.org/News/Description.aspx?NType=A&mnu=cat&PriMenuID=16&CatID=84&News_ID=360, 11 mai.
- 23** Selon WWF, le cadre post-2015 devrait comporter un objectif pour que les politiques énergétiques soutiennent un scénario de 655 à 815 GteqCO₂ entre 2012 et 2050 en ligne avec le réservoir mondial de carbone pour ne pas aller au-delà de 1,5 degré. WWF, 2014. *Targeting a sustainable future: Input to the OWG SDG, Priority Goals and Targets*, 29 janvier.
- 24** WWF affirme que pour atteindre l'objectif de 100% d'énergies renouvelables dans le secteur d'ici 2050, il faudra atteindre le chiffre de 42% d'ici 2030, et une croissance beaucoup plus rapide entre 2030 et 2050. WWF, 2014. *Targeting a sustainable future: Input to the OWG SDG*, 29 January. *Priority Goals and Targets*, 29 janvier
- 25** Si les combustibles fossiles et les alternatives hybrides sont plus efficaces en termes de coût et de disponibilité locale, pousser les populations rurales les plus modestes à adopter les énergies renouvelables peut mener à un accès à l'énergie non adapté, en termes de coût et de disponibilité sur le long terme. Cependant, si les objectifs sociaux et environnementaux sont intégrés au début, à travers les bonnes politiques d'incitation et les cadres légaux, les sources d'énergie rurales établies (bois et charbon) peuvent devenir soutenables d'un point de vue environnemental et les technologies renouvelables peuvent devenir abordables, dans une situation favorable à tous. Best, S., 2013. *Shaping a global goal on energy access that leaves no one behind*. Voir : <http://pubs.iied.org/17183IIED.html>. Also Bass, S., Raworth, K. & Wykes, S., 2014. *Securing social justice in the green economy*, CAFOD & IIED, avril.



www.cafod.org.uk

Romero House
55 Westminster Bridge Road
London, SE1 7JB, UK
Tel: +44 (0)20 7733 7900

Registered Charity No. 285776